

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

Du 1^{er} janvier au 31 mars 2014

SOMMAIRE

I. CONTEXTE.....	4
II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL	4
III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL	5
III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel.....	8
III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :	8
III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:	10
III.2 Dépenses de personnel	13
IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	14
IV.1 Les comptes d'affectation spéciale.....	14
IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR).....	14
IV.1.2 les autres comptes d'affectation spéciale	15
IV.2 Les comptes de prêts.....	15
IV.3 Les comptes d'avance	15

Liste des Graphiques :

<i>Graphique 1: Exécution des recettes budgétaires au 31/03/2014 comparée aux prévisions de la LFI</i>	5
<i>Graphique 2: Répartition des paiements des dépenses ordinaires hors personnel du 01/01/2014 au 31/03/2014</i>	8
<i>Graphique 3: Service de la dette publique du 01/01/2014 au 31/03/2014</i>	9
<i>Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel</i>	13
<i>Graphique 5: Situation du FNR du 01/01/2014 au 31/03/2014</i>	15

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Situation globale d'exécution des recettes budgétaires (en milliards de francs CFA)</i>	5
<i>Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/03/2014 (en milliards de francs)</i>	7
<i>Tableau 3: Service de la dette publique du 01/01/2014 au 31/03/2014 (en milliards de francs)</i>	9
<i>Tableau 4: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel</i>	12
<i>Tableau 5: Masse salariale par mois du 01/01/2014 au 31/03/2014 (en FCFA)</i>	13
<i>Tableau 6: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel</i>	13
<i>Tableau 7: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31/03/2014</i>	14
<i>Tableau 8: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31/03/2014</i>	14

Liste des annexes

<i>ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31/03/2014 (en milliards de francs)</i>	16
<i>ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor</i>	17
<i>ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits par section au 31 mars 2014 (hors dette et hors personnel)</i>	18
<i>ANNEX 4: Situation provisoire d'exécution budgétaire par section et par titre au 31/03/2014</i>	19

I. CONTEXTE

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de l'exécution, pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014, de la loi n° 2013-07 du 18 décembre 2013, portant loi de finances pour l'année 2014. Il est destiné à l'information des députés, conformément aux dispositions de l'article 70 de la loi n°2011-15 du 8 juillet 2011 portant loi organique relative aux lois de finances. Il est mis à la disposition du public.

Il décrit la situation d'exécution des recettes et des dépenses du budget général et des comptes spéciaux du Trésor pour le 1^{er} trimestre 2014 et procède à une analyse comparative par rapport à la même période de l'année précédente.

II. RESSOURCES INTERNES DU BUDGET GENERAL

Prévues pour un montant global de 2281,4 milliards FCFA dans la LFI 2014, les recettes internes du budget général ont été recouvrées pour un montant de 404,4 milliards FCFA au 31 mars 2014, soit un niveau de réalisation de 17,7%.

Les recettes fiscales et non fiscales sont recouvrées pour un montant de 318,1 milliards FCFA, enregistrant ainsi des moins-values d'un montant de 31,1 milliards FCFA par rapport aux objectifs de la période.

La moins-value est imputable essentiellement à celle enregistrée au niveau du cordon douanier pour 21,7 Mds et dans une moindre mesure, aux taxes intérieures avec une moins-value de 3,5 Mds.

La moins-value enregistrée au niveau du cordon douanier est attribuable aux droits de douane hors pétrole (-12,8 milliards) et aux recettes pétrolières (-8,9 milliards) tandis que celle relative aux taxes intérieures est imputable notamment à la TVA intérieure hors pétrole et à l'impôt sur le revenu.

Par rapport au **premier trimestre de 2013**, les recettes fiscales et non fiscales ont progressé de 2,6 milliards FCFA, soit 0,8%. Cette évolution favorable est liée aux impôts directs particulièrement aux impôts sur le revenu et sur les salaires qui ont progressé de 3,4% en glissement annuel.

En revanche, les recettes non fiscales ont ralenti la hausse des recettes de la période sous-revue par rapport à celles réalisées à fin mars 2013.

Les autres recettes, composées principalement des dons budgétaires, des emprunts (bons et obligations du Trésor, emprunts programmes), des recettes exceptionnelles

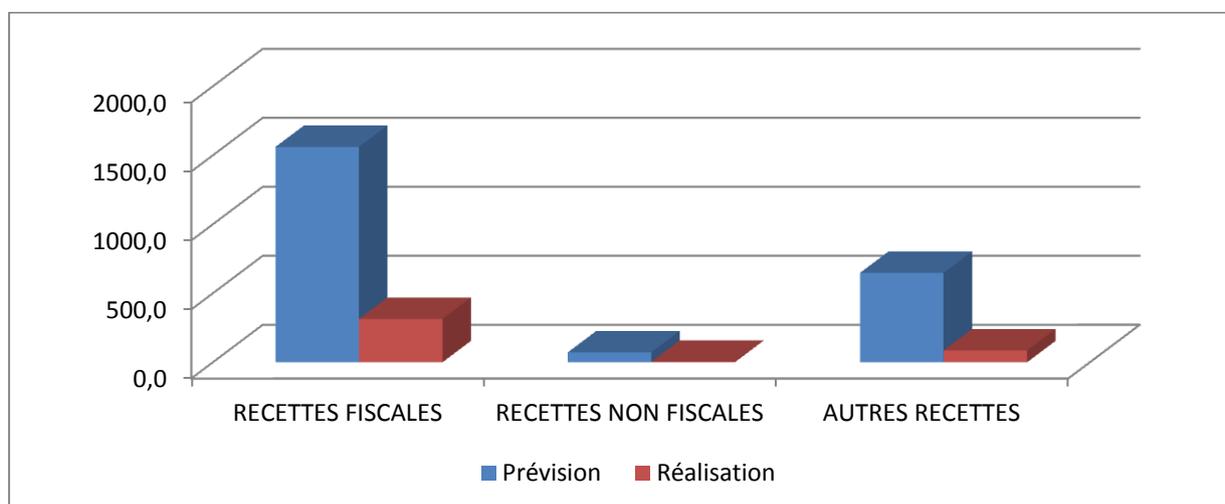
et des remboursements de prêts rétrocédés, sont évaluées au 31 mars 2014, à un montant de 86,339 milliards. Elles sont en baisse de 40,3% du fait essentiellement de la baisse des émissions de bons du Trésor (-57,3%).

Le détail des recettes du budget général au 31 mars 2014 est donné en annexe 1 du présent document et le graphique ci-après permet d'apprécier l'évolution trimestrielle des taux de réalisation des recettes pour l'année 2014.

Tableau 1: Situation globale d'exécution des recettes budgétaires (en milliards de francs CFA)

Nature de la recette	Prévision LFI 2014	Réalisation au 31/03/2014	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	1561,0	314,2	20,1%
Impôts directs	459,9	106,2	23,1%
Impôts indirects	1101,1	207,97	18,9%
RECETTES NON FISCALES	72,0	3,9	5,4%
TOTAL RECTTES FISCALES ET NON FISCALES	1633,0	318,1	19,5%
AUTRES RECETTES	648,41	86,339	13,3%
TOTAL RECETTES INTERNES	2281,4	404,4	17,7%

Graphique 1: Exécution des recettes budgétaires au 31/03/2014 comparée aux prévisions de la LFI



III. DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Prévus pour un montant global de 2281,410 milliards FCFA dans la loi de finances initiale pour 2014, les crédits du budget général ont été portés à 2310,260 milliards FCFA par les reports de crédits d'investissement.

Les crédits du budget général sont engagés, au 31 mars 2014, à hauteur de 445,095 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 19,27%, en dessous du seuil de 25% généralement admis pour le rythme de consommation trimestrielle des crédits.

Contrairement aux dépenses de personnel qui s'exécutent suivant une périodicité mensuelle, les autres dépenses sont engagées de manière régulière, suivant la diligence des administrateurs de crédits.

Tableau 2: Situation d'exécution des dépenses du budget général au 31/03/2014 (en milliards de francs)

Titre	Prévisio n	Modifi cations	Report de crédits	Total prévisio n	Engage ment	taux d'engage ment des crédits	Liquidation	Taux de liquidatio n des engageme nts	Ordonna ncement	Taux d'ordonn ancement des liquidati ons	Paiement	Reste à payer
	(1)	2	3	(4) = 1+ 2+ 3	(5)	(6)= 5/4	(7)	(8) = 7/5	(9)	(10)=9/7	(11)	(12) = 7 - 9
Titre 1- Dette publique	523,410			523,410	67,680	12,93%	67,680	100,00%	67,680	100,00%	67,680	0,000
Titre 2- Dépenses de personnel	491,600	0,000		491,600	115,951	23,59%	115,951	100,00%	115,951	100,00%	115,951	0,000
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	379,727	-2,701		377,026	82,777	21,96%	62,357	75,33%	60,435	96,92%	41,569	18,866
Titre 4- Transferts courants	309,673	2,701		312,374	82,027	26,26%	82,028	100,00%	82,024	100,00%	81,007	1,017
Total dépenses ordinaires	1704,410	0,000		1704,410	348,435	20,44%	328,016	94,14%	326,090	99,41%	306,207	19,883
Total dépenses ordinaires hors personnel	1212,810	0,000		1212,810	232,484	19,17%	212,065	91,22%	210,139	99,09%	190,256	19,883
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	207,075	-12,182	19,989	214,882	31,785	14,79%	15,137	47,62%	14,005	92,52%	7,239	6,766
Titre 6- Transferts en capital	369,925	12,182	8,861	390,968	64,875	16,59%	64,875	100,00%	64,675	99,69%	60,648	4,027
Total Investissement	577,000	0,000	28,850	605,850	96,660	15,95%	80,012	82,78%	78,680	98,34%	67,887	10,793
TOTAL BG	2281,410	0,000	28,850	2310,260	445,095	19,27%	408,028	91,67%	404,770	99,20%	374,094	30,676

III.1. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses ordinaires et dépenses en capital.

III.1.1 Les dépenses ordinaires hors personnel :

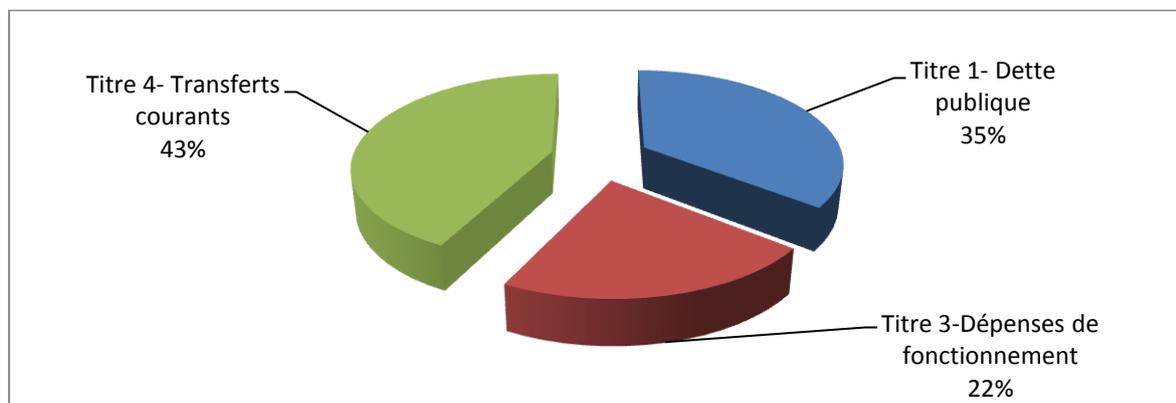
Les crédits ouverts, pour les dépenses ordinaires hors personnel (dette publique, dépenses de fonctionnement et dépenses de transferts courants,) ont été arrêtés à un montant de 1212,810 milliards. Ils sont exécutés comme suit :

- Engagement : 232,484 milliards FCFA soit 19,17% des crédits ouverts ; il correspond au montant des obligations constatées, desquelles résultera une charge, pour le premier trimestre 2014;
- Liquidation : 212,065 milliards FCFA, soit 91,22% des engagements; il correspond au montant des engagements pour lesquels le droit du créancier est constaté c'est-à-dire que sa créance existe et qu'elle est exigible ;
- Ordonnancement : 210,139 milliards FCFA, soit 99,09% des liquidations ; il correspond au montant des liquidations pour lequel l'ordre est donné au comptable de payer la dette de l'Etat ou celle des autres organismes publics ;
- Paiement : le montant des paiements au 1^{er} trimestre 2014 est arrêté à 190,256 milliards FCFA, soit un taux de paiement de 90,54% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge d'un montant de 19,883 milliards FCFA.

En outre, un montant de 3,866 milliards FCFA a été exécuté sous forme d'avance à régulariser.

Le graphique suivant répartit les paiements entre la dette publique, les dépenses de fonctionnement et les transferts courants.

Graphique 2: Répartition des paiements des dépenses ordinaires hors personnel du 01/01/2014 au 31/03/2014



- **La dette publique :** Le montant des paiements, au titre du service de la dette publique pour le 1^{er} trimestre 2014 est arrêté à 67,68 milliards FCFA dont 47,94 milliards FCFA pour le principal et 19,74 milliards FCFA pour les intérêts et commissions.

Le montant des ordres de paiements envoyés à la BCEAO pour le règlement de la dette extérieure est de 25,50 milliards FCFA.

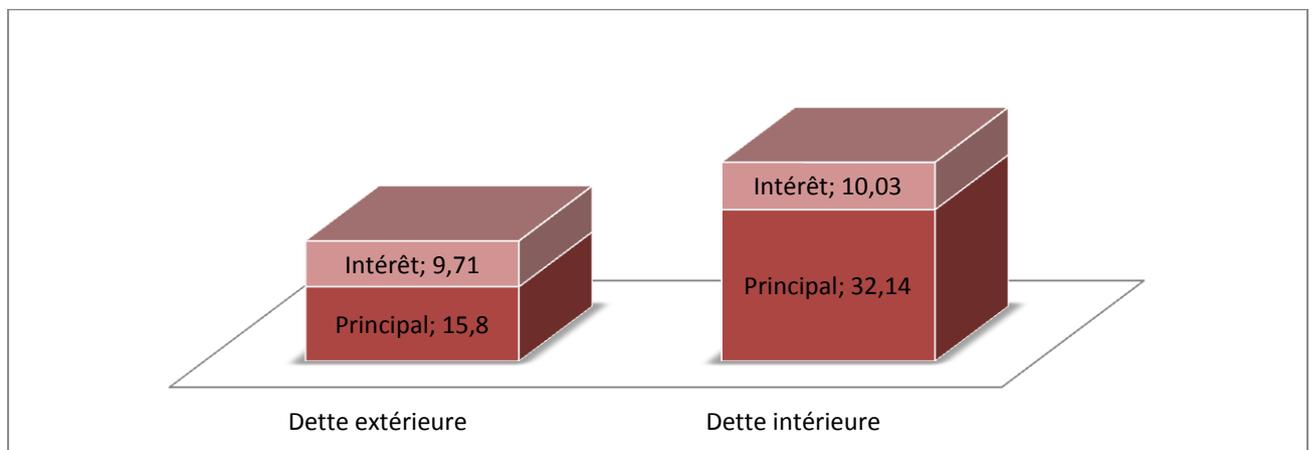
S'agissant de la dette intérieure, le montant des paiements est de 42,17 milliards FCFA et concernent les instruments de plus d'un an, la dette vis-à-vis du FMI et du fonds koweïtien.

Le taux d'exécution des crédits destinés au paiement du service de la dette publique est de 12,93%.

Tableau 3: Service de la dette publique du 01/01/2014 au 31/03/2014 (en milliards de francs)

	Principal	Intérêt	Total
Dette extérieure	15,8	9,71	25,51
Dette intérieure	32,14	10,03	42,17
Total	47,94	19,74	67,68

Graphique 3: Service de la dette publique du 01/01/2014 au 31/03/2014



- **Les dépenses de fonctionnement:** Il s'agit des dépenses destinées au fonctionnement des services de l'Administration. Pour le premier trimestre 2014, elles sont exécutées comme suit :

- Engagement : 82,777 milliards FCFA ; soit 21,96% des crédits ouverts ;
- Liquidation : 62,357 milliards FCFA; soit 75,33% des engagements ;
- Ordonnancement : 60,435 milliards FCFA; soit 96,92% des liquidations ;

- Paiement : 41,569 milliards FCFA; soit 68,78% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 18,866 milliards FCFA;
 - Caisse d'avance à régulariser : 3,397 milliards.
- **Les transferts courants** : Il s'agit des transferts et subventions destinés aux Collectivités locales, aux agences, aux universités et autres établissements publics, mais aussi aux allocations sociales, aux contributions aux organisations internationales, etc. Ils sont exécutés comme suit pour le premier trimestre 2014 :
- Engagement : 82,027 milliards FCFA soit 26,26% des crédits ouverts ;
 - Ordonnancement : 82,024 milliards FCFA ; soit près de 100% des engagements ;
 - Paiement : 81,007 milliards FCFA ; soit 98,76% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 1,017 milliard FCFA;
 - Caisse d'avance à régulariser : 0,469 milliard FCFA.

Au total, les dépenses ordinaires hors personnel, engagées pour le 1^{er} trimestre 2014, s'élèvent à un montant de 232,484 milliards, en hausse de 2,754 milliards pour la même période de l'année 2013. Les paiements effectifs ont également évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 7,223 milliards en valeur absolue et 3,9% en valeur relative.

III.1.2 Les dépenses en capital sur ressources internes:

Les dépenses en capital financées sur ressources internes ont été initialement prévues pour un montant de 577 milliards. Elles ont été portées à un montant de 605,850 milliards par les reports de crédits d'investissement d'un montant de 28,850 milliards.

Les crédits d'investissement se répartissent en investissements exécutés par L'Etat pour un montant de 214,882 milliards (35,47%) et de transferts en capital pour un montant de 390,968 milliards (64,53%).

- **Les investissements exécutés par l'Etat** : Il s'agit des dépenses d'investissement exécutées directement par les services de l'Administration. Ces investissements sont exécutés comme suit :
- Engagement : 31,785 milliards FCFA; soit 14,79% des crédits ouverts ;
 - Liquidation : 15,137 milliards FCFA; soit 47,62% des engagements ;
 - Ordonnancement : 14,005 milliards FCFA; soit 92,52% des liquidations ;
 - Paiement : 7,239 milliards FCFA, soit 51,69% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 6,766 milliards FCFA;

- Caisse d'avance à régulariser : 0,929 milliard FCFA.
- **Les transferts en capital :** Ils sont destinés aux investissements exécutés par les agences et autres entités autonomes similaires et aux subventions d'investissement pour les Collectivités locales et les établissements publics. Ils sont exécutés comme suit :
 - Engagement : 64,875 milliards FCFA; soit 16,59% des crédits ouverts ;
 - Ordonnancement : 64,675 milliards FCFA; soit 99,69% des engagements ;
 - Paiement : 60,648 milliards FCFA; soit 93,77% des ordonnancements et des restes à payer ou à prendre en charge de 4,027 milliards FCFA.

Au total, les dépenses en capital sur ressources internes, engagées pour le 1^{er} trimestre 2014, s'élèvent à un montant de 96,66 milliards, en hausse de 14,25 milliards pour la même période de l'année 2013. Les paiements effectifs ont également évolué à la hausse, en glissement annuel, pour un montant de 13,057 milliards en valeur absolue et 23,8% en valeur relative.

Le graphique ci-après compare la situation d'exécution du 1^{er} trimestre 2014 à celle de l'année précédente. Le graphique de l'annexe 3 compare les taux d'engagement global des crédits par section au 31 mars 2014. Il montre une nette disparité dans la mobilisation des crédits.

En effet, si le Conseil Constitutionnel, le ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des Zones d'Inondation, le Conseil économique social et environnemental et l'Assemblée nationale ont atteint des niveaux d'exécution appréciables de leurs crédits avec respectivement 63%, 56%, 55% et 48%, il en est autrement pour le Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales, la Cour des comptes et le Ministère du Plan qui sont à des niveaux de mobilisation respectifs de 0,03%, 2%, 2% et 4% au 31 mars 2014.

Tableau 4: Niveaux comparés des situations d'exécution des crédits du budget général hors personnel en glissement annuel

Titres	Engagement			Liquidation			Ordonnancement			Paiement		
	31/03/2013	31/03/2014	Ecart	31/03/2013	31/03/2014	Ecart	31/03/2013	31/03/2014	Ecart	31/03/2013	31/03/2014	Ecart
Titre 1- Dette publique	64,90	67,68	2,78	64,90	67,68	2,78	64,90	67,68	2,78	64,90	67,68	2,78
Titre 3- Dépenses de fonctionnement	79,86	82,78	2,92	51,86	62,36	10,50	51,55	60,44	8,89	35,06	41,57	6,51
Titre 4- Transferts courants	84,96	82,03	-2,93	84,96	82,03	-2,93	84,86	82,02	-2,84	83,06	81,01	-2,05
Total dépenses ordinaires hors personnel	229,72	232,48	2,76	201,72	212,07	10,35	201,31	210,14	8,83	183,02	190,26	7,24
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	23,20	31,79	8,59	11,82	15,14	3,32	11,29	14,01	2,72	2,85	7,24	4,39
Titre 6- Transferts en capital	59,21	64,88	5,67	59,21	64,88	5,67	57,48	64,68	7,20	51,98	60,65	8,67
Total Investissement	82,41	96,66	14,25	71,03	80,01	8,98	68,77	78,68	9,91	54,83	67,89	13,06
TOTAL BUDGET GENERAL HORS PERSONNEL	312,13	329,14	17,01	272,75	292,08	19,33	270,08	288,82	18,74	237,85	258,14	20,29

III.2 Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du premier trimestre 2014 s'élèvent à 115,951 milliards FCFA, soit 23,59% du montant des prévisions initiales de la masse salariale qui s'élève à 523,410 milliards FCFA. Cette tendance de consommation de la masse salariale en-dessous des 25% pour cette période reste correcte.

Au cours du premier trimestre 2014, la tendance évolutive constatée est en dents de scie avec une baisse de 2,265 milliards entre janvier et février suivi d'une hausse de 0,784 milliard FCFA entre février et mars.

Tableau 5: Masse salariale par mois du 01/01/2014 au 31/03/2014 (en FCFA)

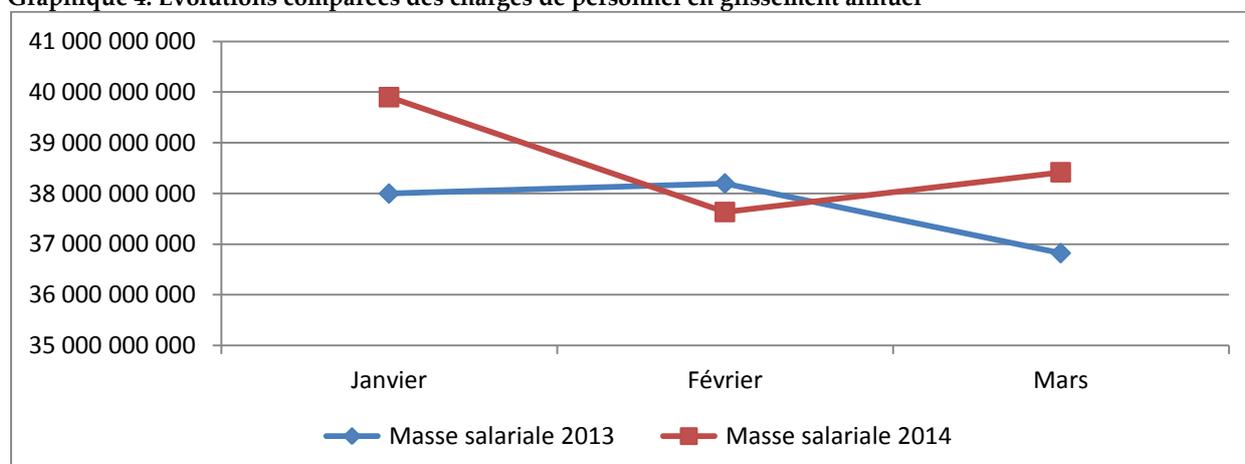
période	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale	39 899 423 640	37 633 686 167	38 417 814 444	115 950 924 251	38 650 308 084

Une analyse comparative par rapport à la même période de 2013 montre que la masse salariale mensuelle est passée, en moyenne, de 37,672 milliards FCFA en 2013 à 38,650 milliards FCFA en 2014, soit une hausse constatée de 2,6% qui s'est traduite par une augmentation nette de 977,637 millions FCFA.

Tableau 6: Niveaux comparés des charges de personnel en glissement annuel

	Janvier	Février	Mars	Cumul (trimestre)	Moyenne mensuelle
Masse salariale 2013	37 997 817 275	38 197 621 595	36 822 574 413	113 018 013 283	37 672 671 094
Masse salariale 2014	39 899 423 640	37 633 686 167	38 417 814 444	115 950 924 251	38 650 308 084

Graphique 4: Evolutions comparées des charges de personnel en glissement annuel



IV. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

IV.1 Les comptes d'affectation spéciale

IV.1.1 le Fond national de Retraite (FNR)

➤ Les recettes du FNR au 31 mars 2014

Les recettes du 1^{er} trimestre 2014 s'élèvent à 15,914 milliards FCFA. Le niveau mensuel des recettes est passé de 5,265 milliards FCFA en janvier 2014 avec un nombre de cotisants de 73 216 agents à 5,288 milliards FCFA en fin mars avec un nombre de cotisants de 73 773 agents ; soit une hausse de 0,022 milliards FCFA et de 557 cotisants supplémentaires.

Tableau 7: Recettes du FNR et nombre de cotisants au 31/03/2014

Recettes du FNR	janvier		février		mars		Total cumulé des recettes (milliards FCFA)
	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	Recettes en (milliards FCFA)	Nombre de cotisants	
Montant /effectif	5,265	73 216	5,360	73 777	5,288	73 773	15,914

➤ Les dépenses du FNR au 31 mars 2014

En cumul, les dépenses s'élèvent à 18,163 milliards au 31 mars 2014. Le niveau mensuel des dépenses est passé de 5,936 milliards FCFA en janvier 2014 avec un nombre d'allocataires de 56 925 pensionnés à 6,120 milliards FCFA en fin mars 2014 avec un nombre d'allocataires de 57 601 pensionnés; soit une hausse nette de 0,184 milliard FCFA en dépenses et de 676 nouveaux allocataires.

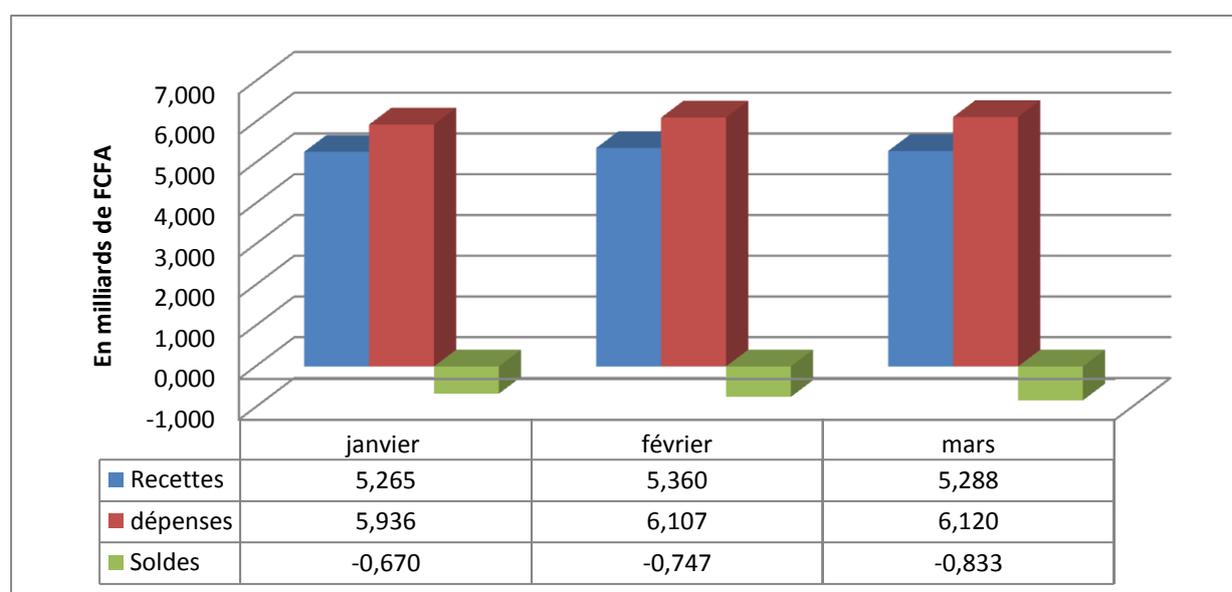
Tableau 8: Dépenses du FNR et nombre d'allocataires au 31/03/2014

Dépenses du FNR	janvier		février		mars		Total cumulé des dépenses (en milliards)
	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	Dépenses en (milliards FCFA)	Nombre d'allocataires	
Montant /effectif	5,936	56 925	6,107	57 280	6,120	57 601	18,163

➤ Solde du FNR au 31 Mars 2014

Les recettes du FNR au cours du premier trimestre de 2014 s'élevaient à 15,914 milliards FCFA tandis que pour la même période, les dépenses s'élevaient à **18,163** milliards FCFA. Le déficit constaté au cours de cette période s'élève à 2,250 milliards contre 1,038 milliard FCFA pour la même période de 2013.

Graphique 5: Situation du FNR du 01/01/2014 au 31/03/2014



IV.1.2 les autres comptes d'affectation spéciale

Les comptes d'affectation spéciale (hors FNR) ont enregistré des recettes au premier trimestre de 2014, de l'ordre de 448,266 millions FCFA, du fait essentiellement des activités de la Caisse d'Encouragement à la Pêche (448,116 millions FCFA). Les dépenses portées sur lesdits comptes s'élèvent, en revanche à 43,648 millions FCFA au même moment, soit un solde excédentaire, au terme du premier trimestre de 404,67 millions FCFA.

IV.2 Les comptes de prêts

Les comptes de prêts ont enregistré des remboursements d'un montant de 1,540 milliards FCFA au courant du premier trimestre et des dépenses d'un montant de 2,836 milliards FCFA. Seul le compte de prêts communément appelés « prêts DMC » a été mouvementé sur la période sous-revue. Ainsi, au titre des opérations de l'année, les comptes de prêts restent déficitaires.

IV.3 Les comptes d'avance

Le compte d'avances aux collectivités locales est resté inactif sur la période sous-revue.

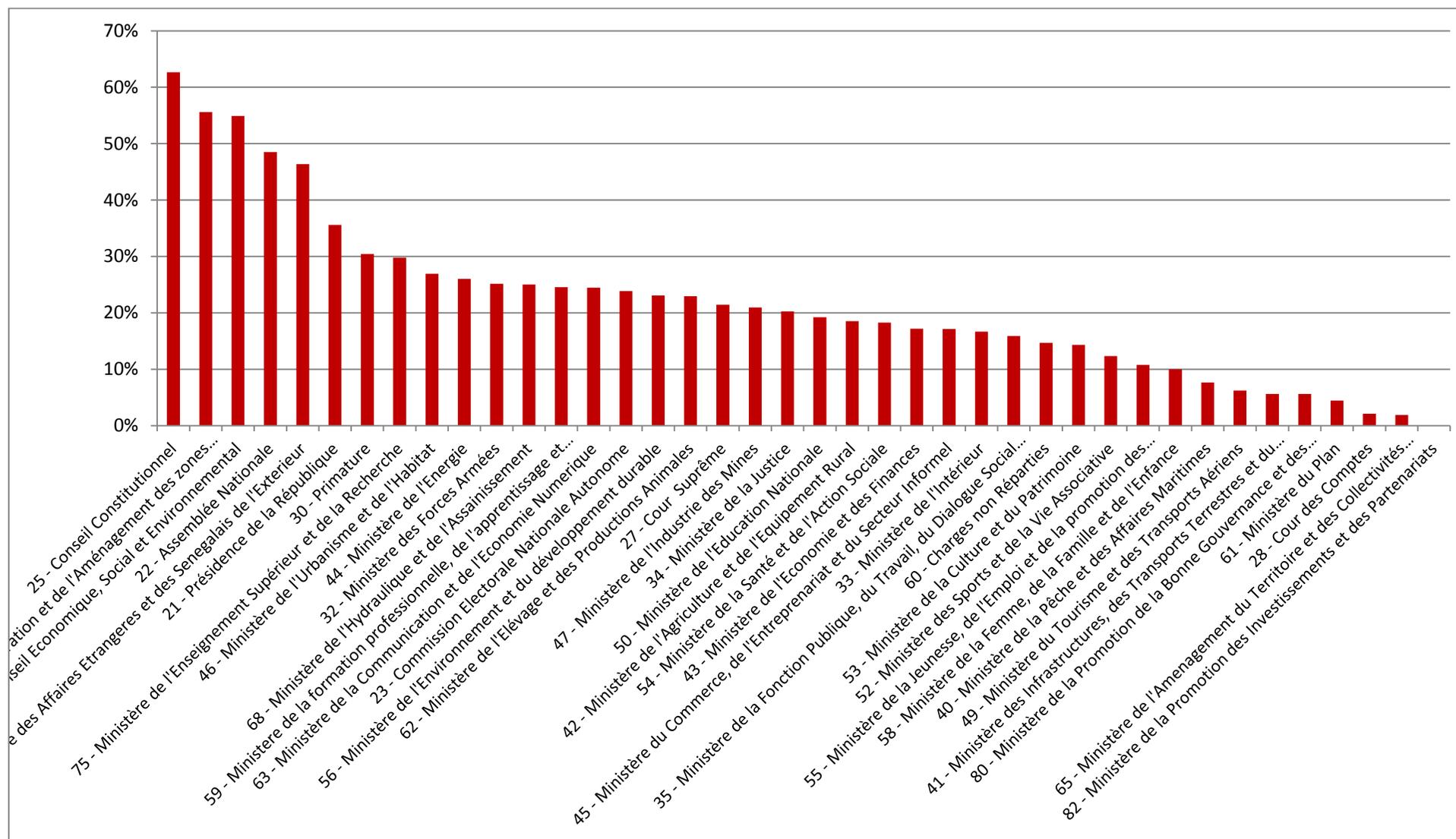
ANNEXE 1: Situation des recettes du budget général au 31/03/2014 (en milliards de francs)

Nature de la recette	Prévisions LFI 2014	Recouvrements		Ecart	
		Trim.1 2013	Trim.1 2014	en valeur	en %
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171,2	39,9	42,319	2,419	6,1%
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	266,1	57,7	58,574	0,874	1,5%
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	437,3	97,6	100,893	3,293	3,4%
713 impôts sur le patrimoine (IRCM, IRVM et TPV)	21,6	5,3	5,281	-0,019	-0,4%
714 Autres impôts directs (CFCE)	1,0	0,06	0,061	0,001	1,7%
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	459,9	103,0	106,2	3,275	3,2%
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	805,1	151,8	151,972	0,172	0,1%
716 Droits de timbre et d'enregistrement	37,2	4,8	4,756	-0,044	-0,9%
717 Droits et taxes à l'importation	236,4	48,52	48,522	0,002	0,0%
719 Autres recettes fiscales	22,4	2,72	2,718	-0,002	-0,1%
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1101,1	207,84	207,968	0,128	0,1%
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1561,0	310,8	314,2	3,403	1,1%
072 RECETTES NON FISCALES					
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13	1,8	3,372	1,572	87,3%
722 Droits et frais administratifs	0,1	0,2	0,271	0,071	35,5%
723 Amendes et condamnations pécuniaires	0,1	0,05	0,023	-0,027	-54,0%
724 Produits financiers	56,8	2,2	0,165	-2,035	-92,5%
729 Autres recettes non fiscales	2	0,4	0,062	-0,338	-84,5%
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	72,0	4,7	3,9	-0,757	-16,3%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1633,0	315,5	318,1	2,646	0,8%
74 Dons budgétaires	42		0	0	
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	59	4,5	8,666	4,166	92,6%
14 Emission de bons du Trésor	136,39	99,8	42,655	-57,145	-57,3%
17 Autres Emprunts (Emissions d'obligations)	358,02	34,8	35	0,2	0,6%
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3	0,4	0,018	-0,382	-95,5%
16 Emprunt Programme	50	5,1	0	-5,1	100,0%
Total Autres Recettes (74 - 75 -76- 14-17-29-16)	648,41	144,6	86,339	-58,261	-40,3%
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2281,4	460,1	404,4	-55,615	-12,1%

ANNEXE 2: Situation des comptes spéciaux du Trésor

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale			
96.101 Fonds national de retraite	15 961 804 417	18 163 122 812	- 2 201 318 395
96.102 Frais de cont. des stes à particip. publique	150 000	3 299 962	- 3 149 962
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	448 116 008	40 348 690	407 767 318
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	-	-	-
Sous-total	16 410 070 425	18 206 771 464	- 1 796 701 039
Comptes de commerce			-
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.			-
Sous-total	-	-	-
Comptes de prêts			-
96.503 Prêts aux collectivités locales			-
96.507 Prêts aux particuliers	1 540 459 627	2 835 665 424	- 1 295 205 797
Sous-total	1 540 459 627	2 835 665 424	- 1 295 205 797
Comptes d'avances			-
96.605 Avances aux collectivités locales	-	-	-
Sous-total			-
Total général	17 950 530 052	21 042 436 888	- 3 091 906 836

ANNEXE 3: Taux d'engagement des crédits par section au 31 mars 2014 (hors dette et hors personnel)




ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)
GESTION :**2014****MOIS :****03-2014**

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
21 - Présidence de la République	38 177 988 000	0	6 731 640 157	1 000 000 000	45 909 628 157	17 061 423 626	28 848 204 531	16 343 958 503	36	16 240 372 174	15 509 025 017	34	15 382 293 845	14 560 176 270	822 117 575
Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	0	731 347 157	0	9 928 885 157	2 827 080 555	7 101 804 602	2 109 615 432	21	2 053 357 940	1 322 010 783	13	1 245 086 833	444 395 100	800 691 733
Transferts courants	13 066 342 000	0	5 950 293 000	0	19 016 635 000	11 020 604 500	7 996 030 500	11 020 604 500	58	11 020 604 500	11 020 604 500	58	11 020 604 500	11 020 604 500	0
Investissements exécutés par l'état	1 948 108 000	0	50 000 000	0	1 998 108 000	120 738 571	1 877 369 429	120 738 571	6	73 409 734	73 409 734	4	23 602 512	2 176 670	21 425 842
Transfert en capital	13 966 000 000	0	0	1 000 000 000	14 966 000 000	3 093 000 000	11 873 000 000	3 093 000 000	21	3 093 000 000	3 093 000 000	21	3 093 000 000	3 093 000 000	0
22 - Assemblée Nationale	8 415 506 000	0	0	0	8 415 506 000	4 079 695 600	4 335 810 400	4 079 695 600	48	4 079 695 600	4 079 695 600	48	4 079 695 600	4 079 695 600	0
Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	0	0	0	7 468 345 000	3 761 195 600	3 707 149 400	3 761 195 600	50	3 761 195 600	3 761 195 600	50	3 761 195 600	3 761 195 600	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	22 500 000	68 661 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	25	22 500 000	22 500 000	0
Transfert en capital	856 000 000	0	0	0	856 000 000	296 000 000	560 000 000	296 000 000	35	296 000 000	296 000 000	35	296 000 000	296 000 000	0
23 - Commission Electorale Nationale Autonome	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	740 000 000	2 360 983 000	740 000 000	24	740 000 000	740 000 000	24	740 000 000	520 000 000	220 000 000
Transferts courants	3 100 983 000	0	0	0	3 100 983 000	740 000 000	2 360 983 000	740 000 000	24	740 000 000	740 000 000	24	740 000 000	520 000 000	220 000 000
24 - Conseil Economique, Social et Environnemental	2 752 087 000	0	0	0	2 752 087 000	1 510 837 000	1 241 250 000	1 510 837 000	55	1 510 837 000	1 510 837 000	55	1 510 837 000	1 510 837 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	0	0	0	1 655 000 000	413 750 000	1 241 250 000	413 750 000	25	413 750 000	413 750 000	25	413 750 000	413 750 000	0
Transferts courants	347 087 000	0	0	0	347 087 000	347 087 000	0	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	100	347 087 000	347 087 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	0	0	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	100	750 000 000	750 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	172 370 000	0	0	0	172 370 000	108 000 000	64 370 000	108 000 000	63	108 000 000	108 000 000	63	108 000 000	108 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	128 370 000	0	0	0	128 370 000	64 000 000	64 370 000	64 000 000	50	64 000 000	64 000 000	50	64 000 000	64 000 000	0
Transfert en capital	44 000 000	0	0	0	44 000 000	44 000 000	0	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	100	44 000 000	44 000 000	0
27 - Cour Suprême	1 067 933 000	0	0	0	1 067 933 000	228 989 000	838 944 000	228 989 000	21	228 989 000	228 989 000	21	228 989 000	228 989 000	0
Dépenses de fonctionnement	915 956 000	0	0	0	915 956 000	228 989 000	686 967 000	228 989 000	25	228 989 000	228 989 000	25	228 989 000	228 989 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	0	150 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
28 - Cour des Comptes	1 288 952 000	0	0	0	1 288 952 000	42 122 474	1 246 829 526	27 122 474	2	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	263 952 000	0	0	0	263 952 000	32 122 474	231 829 526	27 122 474	10	0	0	0	0	0	0
Transferts courants	900 000 000	0	0	0	900 000 000	0	900 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	125 000 000	0	0	0	125 000 000	10 000 000	115 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	18 661 249 000	0	0	0	18 661 249 000	6 449 664 692	12 211 584 308	5 679 664 692	30	5 621 831 108	5 618 084 903	30	5 598 079 309	5 221 940 995	376 138 314
Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	0	0	0	3 416 874 000	1 431 226 482	1 985 647 518	761 226 482	22	718 331 108	714 584 903	21	694 579 309	318 440 995	376 138 314
Transferts courants	4 197 375 000	0	0	0	4 197 375 000	736 000 000	3 461 375 000	636 000 000	15	636 000 000	636 000 000	15	636 000 000	636 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	650 000 000	0	0	0	650 000 000	14 938 210	635 061 790	14 938 210	2	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	10 397 000 000	0	0	0	10 397 000 000	4 267 500 000	6 129 500 000	4 267 500 000	41	4 267 500 000	4 267 500 000	41	4 267 500 000	4 267 500 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Étranger	33 960 555 000	0	419 150 000	0	34 379 705 000	16 646 490 095	17 733 214 905	15 937 490 095	46	1 247 530 935	1 244 030 935	4	1 244 030 935	902 228 285	341 802 650
Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	0	419 150 000	0	22 389 071 000	13 089 763 158	9 299 307 842	12 678 763 158	1	296 945 656	296 945 656	1	296 945 656	53 143 006	243 802 650
Transferts courants	5 710 634 000	0	0	0	5 710 634 000	1 145 085 279	4 565 548 721	847 085 279	15	847 085 279	847 085 279	15	847 085 279	749 085 279	98 000 000
Investissements exécutés par l'état	4 980 000 000	0	0	0	4 980 000 000	2 311 641 658	2 668 358 342	2 311 641 658	0	3 500 000	0	0	0	0	0
Transfert en capital	1 300 000 000	0	0	0	1 300 000 000	100 000 000	1 200 000 000	100 000 000	8	100 000 000	100 000 000	8	100 000 000	100 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	51 485 375 000	0	845 000 000	1 655 933 663	53 986 308 663	13 677 304 941	40 309 003 722	13 573 304 941	25	10 104 415 486	10 034 836 910	19	9 970 425 688	8 462 752 827	1 507 672 861
Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	0	600 000 000	0	24 175 688 000	6 971 529 582	17 204 158 418	6 867 529 582	27	6 103 241 286	6 033 662 710	25	5 969 251 488	4 758 578 627	1 210 672 861
Transferts courants	2 359 687 000	0	0	0	2 359 687 000	938 174 200	1 421 512 800	938 174 200	40	938 174 200	938 174 200	40	938 174 200	938 174 200	0
Investissements exécutés par l'état	24 686 000 000	0	0	1 655 933 663	26 341 933 663	5 460 601 159	20 881 332 504	5 460 601 159	21	2 756 000 000	2 756 000 000	10	2 756 000 000	2 506 000 000	250 000 000
Transfert en capital	864 000 000	0	245 000 000	0	1 109 000 000	307 000 000	802 000 000	307 000 000	28	307 000 000	307 000 000	28	307 000 000	260 000 000	47 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
33 - Ministère de l'Intérieur	29 550 214 000	0	560 000 000	2 938 167 173	33 048 381 173	6 637 884 574	26 410 496 599	5 506 852 632	17	3 870 539 577	3 383 467 430	10	2 350 693 101	1 273 723 109	1 076 969 992
Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	0	0	0	10 450 214 000	2 786 439 826	7 663 774 174	1 777 907 884	17	1 127 576 319	879 301 765	8	645 990 517	246 760 910	399 229 607
Transferts courants	4 000 000 000	0	0	0	4 000 000 000	1 000 000 000	3 000 000 000	1 000 000 000	25	1 000 000 000	1 000 000 000	25	1 000 000 000	1 000 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	13 280 000 000	0	0	2 938 167 173	16 218 167 173	2 851 444 748	13 366 722 425	2 728 944 748	17	1 742 963 258	1 504 165 665	9	704 702 584	26 962 199	677 740 385
Transfert en capital	1 820 000 000	0	560 000 000	0	2 380 000 000	0	2 380 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
34 - Ministère de la Justice	11 286 829 000	0	0	162 311 691	11 449 140 691	2 617 955 794	8 831 184 897	2 316 853 717	20	1 588 449 923	1 572 868 932	14	1 357 893 396	1 072 269 795	285 623 601
Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	0	0	0	5 842 967 000	1 326 942 175	4 516 024 825	1 084 576 876	19	619 921 947	604 340 956	10	409 243 490	263 186 795	146 056 695
Transferts courants	1 443 862 000	0	0	0	1 443 862 000	822 133 000	621 729 000	822 133 000	57	822 133 000	822 133 000	57	809 083 000	809 083 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 600 000 000	0	0	162 311 691	3 762 311 691	468 880 619	3 293 431 072	410 143 841	11	146 394 976	146 394 976	4	139 566 906	0	139 566 906
Transfert en capital	400 000 000	0	0	0	400 000 000	0	400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique, du Travail, du Dialogue	2 011 079 000	0	29 155 000	63 828 995	2 104 062 995	358 023 622	1 746 039 373	333 978 622	16	171 755 378	171 635 378	8	161 474 488	103 013 927	58 460 561
Dépenses de fonctionnement	476 159 000	0	0	0	476 159 000	77 364 929	398 794 071	53 319 929	11	46 468 790	46 348 790	10	41 384 102	18 460 115	22 923 987
Transferts courants	254 920 000	0	29 155 000	0	284 075 000	50 000 000	234 075 000	50 000 000	18	50 000 000	50 000 000	18	50 000 000	50 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 120 000 000	0	0	63 828 995	1 183 828 995	230 658 693	953 170 302	230 658 693	19	75 286 588	75 286 588	6	70 090 386	34 553 812	35 536 574
Transfert en capital	160 000 000	0	0	0	160 000 000	0	160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
40 - Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6 640 765 000	0	0	490 939 787	7 131 704 787	549 304 337	6 582 400 450	546 791 410	8	288 972 040	251 266 097	4	193 285 469	24 400 993	168 884 476
Dépenses de fonctionnement	557 318 000	0	0	0	557 318 000	59 313 756	498 004 244	59 313 756	11	41 653 677	36 593 614	7	20 227 973	13 285 588	6 942 385
Transferts courants	183 447 000	0	0	0	183 447 000	0	183 447 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	3 472 400 000	0	0	490 939 787	3 963 339 787	489 990 581	3 473 349 206	487 477 654	12	247 318 363	214 672 483	5	173 057 496	11 115 405	161 942 091
Transfert en capital	2 427 600 000	0	0	0	2 427 600 000	0	2 427 600 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
41 - Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du	82 331 220 000	0	3 287 897 000	1 800 000 000	87 419 117 000	4 951 380 477	82 467 736 523	4 920 230 477	6	4 820 675 327	4 820 675 327	6	4 819 573 383	4 818 567 539	1 005 844
Dépenses de fonctionnement	385 220 000	0	-137 103 000	0	248 117 000	108 919 907	139 197 093	102 769 907	41	43 588 005	43 588 005	18	42 486 061	41 480 217	1 005 844
Investissements exécutés par l'état	3 500 000 000	0	0	0	3 500 000 000	89 373 248	3 410 626 752	64 373 248	2	24 000 000	24 000 000	1	24 000 000	24 000 000	0
Transfert en capital	78 446 000 000	0	3 425 000 000	1 800 000 000	83 671 000 000	4 753 087 322	78 917 912 678	4 753 087 322	6	4 753 087 322	4 753 087 322	6	4 753 087 322	4 753 087 322	0
42 - Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	67 574 576 000	0	0	714 859 033	68 289 435 033	12 667 468 654	55 621 966 379	12 645 191 581	19	12 555 438 300	12 555 228 230	18	11 959 932 306	10 576 793 478	1 383 138 828
Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	0	0	0	1 167 450 000	255 832 023	911 617 977	247 907 023	21	190 653 046	190 442 976	16	142 748 765	61 237 704	81 511 061
Transferts courants	6 807 126 000	0	0	0	6 807 126 000	722 650 000	6 084 476 000	722 650 000	11	722 650 000	722 650 000	11	712 650 000	690 000 000	22 650 000
Investissements exécutés par l'état	5 045 000 000	0	0	714 859 033	5 759 859 033	826 215 464	4 933 643 569	811 863 391	14	779 364 087	779 364 087	14	241 762 374	62 558 257	179 204 117
Transfert en capital	54 555 000 000	0	0	0	54 555 000 000	10 862 771 167	43 692 228 833	10 862 771 167	20	10 862 771 167	10 862 771 167	20	10 862 771 167	9 762 997 517	1 099 773 650
43 - Ministère de l'Économie et des Finances	65 227 956 231	0	1 601 600 000	6 440 558 098	73 270 114 329	13 721 082 862	59 549 031 467	12 596 350 399	17	10 814 142 751	10 473 235 885	14	9 858 853 073	7 422 929 339	2 435 923 734
Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	0	204 600 000	0	11 480 740 451	2 132 512 111	9 348 228 340	1 988 795 361	17	1 791 597 474	1 511 606 338	13	955 419 635	426 368 456	529 051 179
Transferts courants	1 871 840 780	0	0	0	1 871 840 780	97 400 000	1 774 440 780	97 400 000	5	97 400 000	97 400 000	5	97 400 000	97 400 000	0
Investissements exécutés par l'état	27 128 975 000	0	0	2 664 680 753	29 793 655 753	5 308 525 791	24 485 129 962	5 227 510 078	18	3 642 500 317	3 581 584 587	12	3 523 388 478	3 491 902 323	31 486 155
Transfert en capital	24 951 000 000	0	1 397 000 000	3 775 877 345	30 123 877 345	6 182 644 960	23 941 232 385	5 282 644 960	18	5 282 644 960	5 282 644 960	18	5 282 644 960	3 407 258 560	1 875 386 400
44 - Ministère de l'Énergie	25 665 638 000	0	0	257 862 522	25 923 500 522	7 345 622 334	18 577 878 188	6 745 175 576	26	6 737 190 571	6 508 996 334	25	6 489 819 620	5 933 034 607	556 785 013
Dépenses de fonctionnement	146 556 000	0	0	0	146 556 000	21 714 434	124 841 566	21 714 434	15	21 714 434	18 719 434	13	8 500 000	0	8 500 000
Transferts courants	7 533 082 000	0	0	0	7 533 082 000	1 507 885 580	6 025 196 420	1 507 885 580	20	1 507 885 580	1 507 885 580	20	1 507 885 580	985 034 607	522 850 973
Investissements exécutés par l'état	1 205 000 000	0	0	57 862 522	1 262 862 522	668 022 320	594 840 202	67 575 562	5	59 590 557	34 391 320	3	25 434 040	0	25 434 040
Transfert en capital	16 781 000 000	0	0	200 000 000	16 981 000 000	5 148 000 000	11 833 000 000	5 148 000 000	30	5 148 000 000	4 948 000 000	29	4 948 000 000	4 948 000 000	0
45 - Ministère du Commerce, de l'Entrepreneuriat et du Secteur	6 665 398 000	0	-165 000 000	151 623 246	6 652 021 246	1 219 024 662	5 432 996 584	1 140 769 662	17	1 042 332 137	1 021 588 073	15	990 795 140	917 388 325	73 406 815
Dépenses de fonctionnement	419 916 000	0	0	0	419 916 000	124 474 773	295 441 227	124 474 773	30	80 863 020	60 118 956	14	50 047 407	37 070 325	12 977 082

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	1 645 482 000	0	-165 000 000	0	1 480 482 000	421 073 000	1 059 409 000	342 818 000	23	342 818 000	342 818 000	23	342 818 000	342 818 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 655 000 000	0	0	151 623 246	1 806 623 246	105 976 889	1 700 646 357	105 976 889	6	51 151 117	51 151 117	3	30 429 733	0	30 429 733
Transfert en capital	2 945 000 000	0	0	0	2 945 000 000	567 500 000	2 377 500 000	567 500 000	19	567 500 000	567 500 000	19	567 500 000	537 500 000	30 000 000
46 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	8 138 448 000	0	0	1 349 020 132	9 487 468 132	2 562 530 992	6 924 937 140	2 556 080 992	27	2 370 176 936	2 347 225 936	25	1 385 793 124	1 359 737 130	26 055 994
Dépenses de fonctionnement	523 448 000	0	0	0	523 448 000	114 509 675	408 938 325	108 509 675	21	77 850 936	77 850 936	15	66 593 124	41 737 130	24 855 994
Transferts courants	15 000 000	0	0	0	15 000 000	0	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	2 116 000 000	0	0	199 020 132	2 315 020 132	180 021 317	2 134 998 815	179 571 317	8	24 326 000	1 375 000	0	1 200 000	0	1 200 000
Transfert en capital	5 484 000 000	0	0	1 150 000 000	6 634 000 000	2 268 000 000	4 366 000 000	2 268 000 000	34	2 268 000 000	2 268 000 000	34	1 318 000 000	1 318 000 000	0
47 - Ministère de l'Industrie des Mines	3 357 636 000	0	-50 000 000	0	3 307 636 000	693 247 403	2 614 388 597	693 247 403	21	625 097 086	619 796 414	19	606 401 901	514 203 513	92 198 388
Dépenses de fonctionnement	235 716 000	0	0	0	235 716 000	52 294 116	183 421 884	52 294 116	22	31 068 461	25 767 789	11	19 036 689	6 890 833	12 145 856
Transferts courants	917 920 000	0	0	0	917 920 000	276 898 750	641 021 250	276 898 750	30	276 898 750	276 898 750	30	276 898 750	276 898 750	0
Investissements exécutés par l'état	1 622 000 000	0	-50 000 000	0	1 572 000 000	196 054 537	1 375 945 463	196 054 537	12	149 129 875	149 129 875	9	142 466 462	62 413 930	80 052 532
Transfert en capital	582 000 000	0	0	0	582 000 000	168 000 000	414 000 000	168 000 000	29	168 000 000	168 000 000	29	168 000 000	168 000 000	0
49 - Ministère du Tourisme et des Transports Aériens	10 363 978 000	0	137 103 000	8 233 300	10 509 314 300	714 981 678	9 794 332 622	651 319 118	6	594 752 252	592 894 412	6	546 899 764	523 953 322	22 946 442
Dépenses de fonctionnement	193 101 000	0	137 103 000	0	330 204 000	71 595 062	258 608 938	27 918 062	8	22 331 564	20 473 724	6	17 226 172	3 206 716	14 019 456
Transferts courants	1 020 877 000	0	0	0	1 020 877 000	512 377 000	508 500 000	512 377 000	50	512 377 000	512 377 000	50	512 377 000	512 377 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 298 000 000	0	0	8 233 300	1 306 233 300	106 009 616	1 200 223 684	86 024 056	7	35 043 688	35 043 688	3	17 296 592	8 369 606	8 926 986
Transfert en capital	7 852 000 000	0	0	0	7 852 000 000	25 000 000	7 827 000 000	25 000 000	0	25 000 000	25 000 000	0	0	0	0
50 - Ministère de l'Education Nationale	148 400 241 000	0	0	2 954 159 643	151 354 400 643	29 326 715 945	122 027 684 698	29 078 202 978	19	24 997 147 379	24 936 406 350	16	22 179 027 389	13 708 249 471	8 470 777 918
Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	0	0	0	121 982 836 000	26 142 947 738	95 839 888 262	25 900 833 433	3	24 141 890 136	24 097 179 784	20	21 350 651 075	13 438 440 579	7 912 210 496

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	2 017 405 000	0	0	0	2 017 405 000	55 000 000	1 962 405 000	55 000 000	3	55 000 000	55 000 000	3	55 000 000	40 000 000	15 000 000
Investissements executés par l'état	17 755 000 000	0	0	2 954 159 643	20 709 159 643	2 948 268 207	17 760 891 436	2 941 869 545	14	619 757 243	603 726 566	3	592 876 314	49 308 892	543 567 422
Transfert en capital	6 645 000 000	0	0	0	6 645 000 000	180 500 000	6 464 500 000	180 500 000	3	180 500 000	180 500 000	3	180 500 000	180 500 000	0
52 - Ministère des Sports et de la Vie Associative	6 262 515 000	0	90 000 000	334 816 095	6 687 331 095	1 024 574 686	5 662 756 409	824 574 686	12	728 440 500	612 236 612	9	606 440 581	462 375 247	144 065 334
Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	0	0	0	1 919 240 000	617 249 441	1 301 990 559	417 249 441	22	397 108 727	351 487 760	18	345 691 729	332 390 247	13 301 482
Transferts courants	500 275 000	0	90 000 000	0	590 275 000	129 985 000	460 290 000	129 985 000	22	129 985 000	129 985 000	22	129 985 000	129 985 000	0
Investissements executés par l'état	2 350 000 000	0	0	334 816 095	2 684 816 095	277 340 245	2 407 475 850	277 340 245	10	201 346 773	130 763 852	5	130 763 852	0	130 763 852
Transfert en capital	1 493 000 000	0	0	0	1 493 000 000	0	1 493 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
53 - Ministère de la Culture et du Patrimoine	8 949 573 000	0	550 000 000	73 586 216	9 573 159 216	1 374 474 790	8 198 684 426	1 372 114 906	14	1 328 641 647	1 328 641 647	14	1 319 534 565	1 309 143 360	10 391 205
Dépenses de fonctionnement	457 167 000	0	0	0	457 167 000	63 273 880	393 893 120	60 913 996	13	43 616 897	43 616 897	10	34 509 815	24 118 610	10 391 205
Transferts courants	3 522 406 000	0	0	0	3 522 406 000	1 203 024 750	2 319 381 250	1 203 024 750	34	1 203 024 750	1 203 024 750	34	1 203 024 750	1 203 024 750	0
Investissements executés par l'état	1 072 000 000	0	0	73 586 216	1 145 586 216	26 176 160	1 119 410 056	26 176 160	2	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	3 898 000 000	0	550 000 000	0	4 448 000 000	82 000 000	4 366 000 000	82 000 000	2	82 000 000	82 000 000	2	82 000 000	82 000 000	0
54 - Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	72 081 415 000	0	0	1 671 813 388	73 753 228 388	13 486 940 546	60 266 287 842	13 456 505 140	18	11 789 267 995	11 447 183 835	16	10 567 444 328	10 131 783 709	435 660 619
Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	0	0	0	10 325 170 000	2 065 025 510	8 260 144 490	2 034 590 104	20	1 599 620 348	1 540 596 623	15	1 289 889 936	918 058 502	371 831 434
Transferts courants	28 756 245 000	0	0	0	28 756 245 000	8 556 078 202	20 200 166 798	8 556 078 202	30	8 556 078 202	8 556 078 202	30	8 545 278 202	8 540 922 202	4 356 000
Investissements executés par l'état	20 331 000 000	0	0	1 671 813 388	22 002 813 388	2 508 336 834	19 494 476 554	2 508 336 834	11	1 276 069 445	993 009 010	5	374 776 190	315 303 005	59 473 185
Transfert en capital	12 669 000 000	0	0	0	12 669 000 000	357 500 000	12 311 500 000	357 500 000	3	357 500 000	357 500 000	3	357 500 000	357 500 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des	4 585 667 000	0	1 370 000 000	171 818 657	6 127 485 657	802 608 866	5 324 876 791	658 513 414	11	570 843 257	570 843 257	9	504 795 004	473 426 494	31 368 510
Dépenses de fonctionnement	710 767 000	0	150 000 000	0	860 767 000	113 727 246	747 039 754	104 530 856	12	54 219 211	54 219 211	6	32 615 514	17 811 262	14 804 252

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	1 334 900 000	0	165 000 000	0	1 499 900 000	436 935 000	1 062 965 000	436 935 000	29	436 935 000	436 935 000	29	436 935 000	436 935 000	0
Investissements executés par l'état	1 425 000 000	0	0	171 818 657	1 596 818 657	251 946 620	1 344 872 037	117 047 558	7	79 689 046	79 689 046	5	35 244 490	18 680 232	16 564 258
Transfert en capital	1 115 000 000	0	1 055 000 000	0	2 170 000 000	0	2 170 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
56 - Ministère de l'Environnement et du développement durable	10 632 009 000	0	146 000 000	475 183 184	11 253 192 184	2 624 562 434	8 628 629 750	2 598 270 303	23	2 019 177 571	1 930 234 351	17	1 567 112 156	1 148 044 138	419 068 018
Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	0	0	0	3 280 719 000	904 229 563	2 376 489 437	894 751 446	27	634 903 929	634 160 545	19	475 943 874	251 085 730	224 858 144
Transferts courants	851 290 000	0	0	0	851 290 000	226 572 500	624 717 500	226 572 500	27	226 572 500	226 572 500	27	226 572 500	226 572 500	0
Investissements executés par l'état	4 483 000 000	0	146 000 000	475 183 184	5 104 183 184	1 027 010 371	4 077 172 813	1 010 196 357	20	690 951 142	602 751 306	12	397 845 782	203 635 908	194 209 874
Transfert en capital	2 017 000 000	0	0	0	2 017 000 000	466 750 000	1 550 250 000	466 750 000	23	466 750 000	466 750 000	23	466 750 000	466 750 000	0
58 - Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance	9 406 812 000	0	0	1 431 485 308	10 838 297 308	1 345 137 397	9 493 159 911	1 080 250 558	10	874 476 025	758 886 021	7	633 510 902	567 658 885	65 852 017
Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	0	0	0	1 010 318 000	122 263 308	888 054 692	121 376 469	12	89 380 996	83 941 314	8	67 205 717	9 999 884	57 205 833
Transferts courants	1 096 494 000	0	0	0	1 096 494 000	321 800 000	774 694 000	57 800 000	5	57 800 000	57 800 000	5	57 800 000	57 800 000	0
Investissements executés par l'état	4 304 600 000	0	0	1 431 485 308	5 736 085 308	408 374 089	5 327 711 219	408 374 089	7	234 595 029	124 444 707	2	15 805 185	7 159 001	8 646 184
Transfert en capital	2 995 400 000	0	0	0	2 995 400 000	492 700 000	2 502 700 000	492 700 000	16	492 700 000	492 700 000	16	492 700 000	492 700 000	0
59 - Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et	19 785 543 000	0	0	1 582 708 730	21 368 251 730	5 267 066 315	16 101 185 415	5 240 367 110	25	3 922 893 135	3 887 063 134	18	3 713 439 183	2 493 429 030	1 220 010 153
Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	0	0	0	7 420 858 000	1 996 270 735	5 424 587 265	1 969 571 530	12	1 639 838 233	1 622 392 733	22	1 504 625 282	1 159 779 037	344 846 245
Transferts courants	1 364 685 000	0	0	0	1 364 685 000	516 226 000	848 459 000	516 226 000	38	516 226 000	512 662 000	38	476 032 000	442 080 000	33 952 000
Investissements executés par l'état	3 264 000 000	0	0	1 581 328 730	4 845 328 730	1 996 569 580	2 848 759 150	1 996 569 580	41	1 008 828 902	994 008 401	21	974 781 901	133 569 993	841 211 908
Transfert en capital	7 736 000 000	0	0	1 380 000	7 737 380 000	758 000 000	6 979 380 000	758 000 000	10	758 000 000	758 000 000	10	758 000 000	758 000 000	0
60 - Charges non Réparties	260 105 753 194	0	-20 802 545 157	0	239 303 208 037	35 183 570 360	204 119 637 677	35 105 201 310	15	32 647 762 262	32 342 899 986	14	31 235 197 245	31 131 668 348	103 528 897
Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	0	-5 106 253 157	0	121 606 896 817	17 991 594 026	103 615 302 791	17 913 224 976	15	15 455 785 928	15 150 923 652	12	14 043 220 911	13 939 692 014	103 528 897

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Transferts courants	96 617 603 220	0	-3 368 292 000	0	93 249 311 220	17 191 976 334	76 057 334 886	17 191 976 334	18	17 191 976 334	17 191 976 334	18	17 191 976 334	17 191 976 334	0
Investissements executés par l'état	36 775 000 000	0	-12 328 000 000	0	24 447 000 000	0	24 447 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
61 - Ministère du Plan	6 861 625 495	0	0	0	6 861 625 495	306 846 790	6 554 778 705	306 250 158	4	228 602 571	228 602 571	3	167 056 910	111 925 819	55 131 091
Dépenses de fonctionnement	307 585 495	0	0	0	307 585 495	17 614 273	289 971 222	17 614 273	6	14 211 362	14 211 362	5	7 009 862	2 974 638	4 035 224
Transferts courants	2 757 040 000	0	0	0	2 757 040 000	0	2 757 040 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements executés par l'état	1 232 450 000	0	0	0	1 232 450 000	289 232 517	943 217 483	288 635 885	23	214 391 209	214 391 209	17	160 047 048	108 951 181	51 095 867
Transfert en capital	2 564 550 000	0	0	0	2 564 550 000	0	2 564 550 000	0	0	0	0	0	0	0	0
62 - Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	6 855 807 000	0	0	245 218 305	7 101 025 305	1 654 408 381	5 446 616 924	1 628 578 638	23	1 363 181 674	1 348 461 626	19	1 290 081 421	1 275 313 235	14 768 186
Dépenses de fonctionnement	626 211 000	0	0	0	626 211 000	130 539 117	495 671 883	121 565 335	19	55 702 855	49 113 135	8	31 985 160	18 877 504	13 107 656
Transferts courants	229 596 000	0	0	0	229 596 000	129 369 000	100 227 000	129 369 000	56	129 369 000	129 369 000	56	100 227 000	100 227 000	0
Investissements executés par l'état	3 906 000 000	0	0	245 218 305	4 151 218 305	297 500 264	3 853 718 041	280 644 303	7	81 109 819	72 979 491	2	60 869 261	59 208 731	1 660 530
Transfert en capital	2 094 000 000	0	0	0	2 094 000 000	1 097 000 000	997 000 000	1 097 000 000	52	1 097 000 000	1 097 000 000	52	1 097 000 000	1 097 000 000	0
63 - Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	10 059 654 000	0	0	614 181 000	10 673 835 000	2 609 862 404	8 063 972 596	2 609 862 404	24	2 595 257 784	2 519 364 000	24	2 519 019 000	2 495 000 000	24 019 000
Dépenses de fonctionnement	488 284 000	0	0	0	488 284 000	31 362 684	456 921 316	31 362 684	6	30 262 684	22 364 000	5	22 019 000	0	22 019 000
Transferts courants	1 021 370 000	0	0	0	1 021 370 000	120 000 000	901 370 000	120 000 000	12	120 000 000	120 000 000	12	120 000 000	120 000 000	0
Investissements executés par l'état	1 200 000 000	0	0	114 181 000	1 314 181 000	83 499 720	1 230 681 280	83 499 720	6	69 995 100	2 000 000	0	2 000 000	0	2 000 000
Transfert en capital	7 350 000 000	0	0	500 000 000	7 850 000 000	2 375 000 000	5 475 000 000	2 375 000 000	30	2 375 000 000	2 375 000 000	30	2 375 000 000	2 375 000 000	0
65 - Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	40 759 898 000	0	0	311 406 692	41 071 304 692	776 128 038	40 295 176 654	775 618 038	2	590 209 853	545 582 245	1	518 001 833	306 576 209	211 425 624
Dépenses de fonctionnement	400 410 000	0	0	0	400 410 000	93 813 770	306 596 230	93 303 770	23	60 085 821	55 539 389	14	33 159 631	6 501 209	26 658 422
Transferts courants	18 613 571 000	0	0	0	18 613 571 000	0	18 613 571 000	0	0	0	0	0	0	0	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP)

Edité le : 15-MAI -14 09:24:35 Par :

Pour Toute Information Complémentaire, veuillez-vous adresser à l'Administrateur du SIGFIP

GESTION :

2014

MOIS :

03-2014

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	1 117 917 000	0	0	311 406 692	1 429 323 692	382 314 268	1 047 009 424	382 314 268	27	230 124 032	190 042 856	13	184 842 202	75 000	184 767 202
Transfert en capital	20 628 000 000	0	0	0	20 628 000 000	300 000 000	20 328 000 000	300 000 000	1	300 000 000	300 000 000	1	300 000 000	300 000 000	0
68 - Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	19 336 130 000	0	250 000 000	1 554 945 846	21 141 075 846	5 358 464 338	15 782 611 508	5 286 429 088	25	3 449 397 872	3 398 239 932	16	3 258 978 079	2 918 926 916	340 051 163
Dépenses de fonctionnement	267 308 000	0	0	0	267 308 000	73 489 188	193 818 812	73 489 188	27	52 280 883	45 249 883	17	36 911 261	12 823 042	24 088 219
Transferts courants	381 822 000	0	0	0	381 822 000	190 911 000	190 911 000	190 911 000	50	190 911 000	190 911 000	50	190 911 000	190 911 000	0
Investissements exécutés par l'état	7 163 000 000	0	0	1 120 862 846	8 283 862 846	2 480 564 150	5 803 298 696	2 408 528 900	29	592 705 989	548 579 049	7	417 655 818	101 692 874	315 962 944
Transfert en capital	11 524 000 000	0	250 000 000	434 083 000	12 208 083 000	2 613 500 000	9 594 583 000	2 613 500 000	21	2 613 500 000	2 613 500 000	21	2 613 500 000	2 613 500 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	114 469 744 000	0	0	395 339 296	114 865 083 296	34 336 357 678	80 528 725 618	34 210 594 198	30	33 651 503 153	33 617 832 537	29	33 601 365 697	33 542 640 768	58 724 929
Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	0	0	0	2 991 286 000	430 109 169	2 561 176 831	408 340 489	14	318 775 473	285 104 857	10	269 941 381	212 448 170	57 493 211
Transferts courants	93 258 458 000	0	0	0	93 258 458 000	33 420 070 000	59 838 388 000	33 330 070 000	36	33 330 070 000	33 330 070 000	36	33 330 070 000	33 330 070 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 045 000 000	0	0	395 339 296	2 440 339 296	486 178 509	1 954 160 787	472 183 709	19	2 657 680	2 657 680	0	1 354 316	122 598	1 231 718
Transfert en capital	16 175 000 000	0	0	0	16 175 000 000	0	16 175 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
80 - Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations	1 340 050 000	0	300 000 000	0	1 640 050 000	92 179 606	1 547 870 394	92 179 606	6	43 690 846	43 690 846	3	36 456 388	22 027 403	14 428 985
Dépenses de fonctionnement	300 050 000	0	300 000 000	0	600 050 000	28 888 319	571 161 681	28 888 319	5	23 888 459	23 888 459	4	20 471 259	10 999 460	9 471 799
Investissements exécutés par l'état	1 040 000 000	0	0	0	1 040 000 000	63 291 287	976 708 713	63 291 287	6	19 802 387	19 802 387	2	15 985 129	11 027 943	4 957 186
81 - Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones	32 834 000 000	0	0	0	32 834 000 000	18 253 133 234	14 580 866 766	18 253 133 234	56	18 229 500 000	18 224 500 000	56	18 224 500 000	18 224 500 000	0
Dépenses de fonctionnement	120 000 000	0	0	0	120 000 000	17 688 884	102 311 116	17 688 884	15	4 500 000	4 500 000	4	4 500 000	4 500 000	0
Transferts courants	14 000 000	0	0	0	14 000 000	0	14 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	180 000 000	0	0	0	180 000 000	15 444 350	164 555 650	15 444 350	9	5 000 000	0	0	0	0	0
Transfert en capital	32 520 000 000	0	0	0	32 520 000 000	18 220 000 000	14 300 000 000	18 220 000 000	56	18 220 000 000	18 220 000 000	56	18 220 000 000	18 220 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises


**ANNEXE 4 : SITUATION PROVISOIRE D'EXECUTION BUDGETAIRE PAR
SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**
GESTION : 2014**MOIS : 03-2014**

à la date du 31/03/14

IMPUTATION	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	Budget	LFI	Variation LFR	Virements ou ouvertures de crédits	Reports de crédits	Autorisation d'Engagement	Crédits Réservés	Disponible	Total Engagé	Taux (8=(9/5)*100)	Montant Liquidé	Montant Ordonné	Taux (12=(11/5)*100)	Montant Pris en charge	Montant Payé
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5=1+2+3+4)	(6)	(7=5-6)	(8)		(10)	(11)		(13)	(14)	(14=12-15)
82 - Ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats	15 776 828 080	0	4 700 000 000	0	20 476 828 080	6 000 000	20 470 828 080	6 000 000	0	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	6 000 000	0
Dépenses de fonctionnement	139 527 080	0	0	0	139 527 080	6 000 000	133 527 080	6 000 000	4	6 000 000	6 000 000	4	6 000 000	6 000 000	0
Transferts courants	1 867 301 000	0	0	0	1 867 301 000	0	1 867 301 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	13 770 000 000	0	4 700 000 000	0	18 470 000 000	0	18 470 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux (1)	1 266 400 000 000	0	0	28 850 000 000	1 295 250 000 000	268 412 066 625	1 026 837 933 375	261 464 549 663	20	224 397 187 105	221 139 046 763	17	211 531 726 823	190 463 324 086	21 068 402 737

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

28